la lettre N° 12
www.parisschoolofeconomics.eu JANVIER 2013

p1. Édito de Claudia Senik ; à découvrir.
p2. Huit nouveaux économistes rejoignent PSE.
p3. Rencontre avec… David Martimort, la théorie des incitations.
p4. Focus : OSE ; Partenaire : I R D.

Sommes-nous irrationnels et ingérables… et devons-nous le rester ?

Claudia Senik
Professeur à l'Université Paris-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris

Lors de la conférence qu'il a donnée à PSE le 26 octobre dernier, à l'occasion de la parution de son livre *Système 1/Système 2*, Daniel Kahneman, prix Nobel d'économie, a brillamment illustré les enjeux de l'économie comportementale. Les choix réellement opérés par les individus semblent bien éloignés de ceux d'un *homo economicus* rationnel, lucide et calculateur. Limitations cognitives, incapacité d'actualiser ses croyances, confusion entre représentativité et probabilité, sensibilité aux effets de contexte et aux comparaisons de toutes sortes, surpondération des coûts par rapport aux gains, manque de self-control… l'être humain -trop humain- n'en finit pas d'être fourvoyé par son système 1 aux intuitions trompeuses, et dont la rapidité fulgurante lui permet de prendre le pas sur le système 2, le mode de pensée logique. A l'évidence, de tels individus ne peuvent qu'échouer à poursuivre efficacement leur intérêt, que ce soit dans leur rôle de travailleurs, de consommateurs, d'élèves ou de citoyens…

© Fabien Lainé, 2012

… À moins qu'ils ne soient irrationnels, certes, mais de manière prévisible, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Dan Ariely (*Predictably Irrational*). Ils peuvent alors essayer de s'appuyer sur les régularités de ces biais détectés par la recherche pour redresser leur conduite. Et les entreprises et les gouvernements peuvent faire de même pour influencer leurs employés et leurs administrés. Ils pratiqueront alors le *Nudge*, nom donné à tout dispositif qui consiste à pousser doucement les gens dans le sens que choisirait leur raison si elle était aux commandes, mais en s'appuyant sur leur irrationalité. Selon Richard Thaler et Cass Sunstein, auteurs de l'ouvrage du même nom, un *Nudge* est une mesure qui laisserait indifférent un individu rationnel mais exerce bien un effet sur les agents irrationnels. Il s'agit d'orienter les individus dans une certaine direction, mais sans les contraindre, sans restreindre leur liberté de choix et surtout sans trop affecter ceux qui ne sont pas concernés.

Placer les pâtisseries (trop riches en sucre) loin des autres plats dans une cafeteria en laissant les fruits à portée de main, ou pré-remplir les contrats d'assurance pour éviter que les gens ne pêchent par excès d'insouciance… autant d'exemples d'un paternalisme qui se dit « libertaire » et qui semble inspirer de plus en plus la politique publique, au point que Cass Suntein a occupé le poste d'administrateur au sein de l'organe fédéral de régulation du gouvernement Obama jusqu'en août dernier. Les domaines d'application privilégiés du *Nudge* sont ceux où la raison échoue le plus souvent face aux impulsions du système 1, notamment les choix inter-temporels, lorsque pour un bénéfice futur il faut consentir un effort immédiat : épargne, assurance, comportements à risque, alimentation, protection de l'environnement, etc.

La politique comportementale de type *Nudge* constitue-t-elle une extension ou un déplacement du paternalisme au sein de nos sociétés ? A partir de quel moment faut-il considérer qu'il est nécessaire d'intervenir pour aider les individus à opérer les « bons » choix ? Et les décideurs publics sont-ils eux-mêmes totalement à l'abri des erreurs d'appréciation et des biais comportementaux ? Avec ce champ, de nouvelles questions s'offrent à la réflexion des chercheurs. L'École d'économie de Paris leur réserve une place importante, notamment au sein de son Labex OSE - Ouvrir la science économique…

à découvrir

La Mondialisation de l'inégalité

Dans quelle mesure la mondialisation, pour partie responsable de l'égalisation entre les nations, substitue-t-elle à l'inégalité internationale un surcroît d'inégalité au sein même des espaces nationaux ? Ce livre examine les tenants et les aboutissants de ce paradoxe, ainsi que les instruments dont disposent les décideurs nationaux et internationaux pour maîtriser cette évolution. **François Bourguignon – Editions du Seuil**

Le Système Monétaire International – Une introduction

La crise actuelle s'accompagne d'une redistribution globale des richesses et du pouvoir. Le SMI est le reflet de ces mutations profondes ; l'auteur présente ici son histoire et sa situation actuelle: ses déséquilibres persistants et la position dominante du dollar alors que la prééminence économique des États-Unis est partiellement remise en cause par l'émergence de nouvelles puissances. **Agnès Benassy-Quéré – De Vive Voix**

Homo economicus – Prophète (égaré) des temps nouveaux

La logique économique s'impose : la compétition l'emporte sur la coopération ; la richesse acquise renforce le besoin d'accumulation ; l'*Homo economicus*, et sa logique neo-darwinienne, se hisse au dessus des autres. Ce livre est une réflexion sur le rapport entre la quête du bonheur individuel et la marche des sociétés, scrutant les enjeux des révolutions numérique et génétique, et dressant une vaste carte des peines et des plaisirs du monde contemporain. *Prix du livre d'économie 2012.* **Daniel Cohen – Albin Michel**

Politique économique

Troisième version de l'ouvrage initial publié en 2004, il réunit dans un seul volume des faits essentiels, les principaux enseignements théoriques et l'analyse des débats actuels. Entièrement refondu pour tirer les leçons des bouleversements récents, ce livre est une référence pour les étudiants et les praticiens, tant sur l'analyse des faits que les bases théoriques solides qu'il présente. **Agnès Benassy-Quéré, Benoît Cœuré, Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry – De Boeck**

Le partage de la valeur ajoutée

La question du partage de la valeur ajoutée entre revenus du travail et revenus du capital est abordée dans de nombreuses analyses et débats concernant la croissance ou les inégalités. Il s'agit ici d'établir des pistes pour un diagnostic sur le partage de la valeur ajoutée qui pourrait être « optimal » pour dynamiser la croissance, par exemple. **Philippe Askenazy, Gilbert Cette, Arnaud Sylvain – De Boeck**

Les membres fondateurs de PSE-École d'économie de Paris

Huit nouveaux économistes rejoignent PSE en 2012-2013

Entre septembre et décembre 2012, PSE-École d'économie de Paris a accueilli huit nouveaux chercheurs. Sept d'entre eux ont été recrutés sur des postes ouverts par ses établissements fondateurs : Bénédicte Apouey (CNRS), Agnès Gramain (Université Paris 1), Rachid Laajaj (INRA), David Margolis (CNRS), Elena Stancanelli (CNRS), Vassili Vergopoulos (Université Paris 1) et Liam Wren-Lewis (INRA). Oliver Vanden Eynde a quant à lui été recruté directement par PSE sur le job market international en tant qu'Assistant Professor.

Bénédicte APOUEY

Après avoir obtenu son diplôme de l'ENSAE en 2004 et son doctorat en 2009, Bénédicte Apouey a rejoint l'université de South Florida en tant qu'Assistant professor en août 2009. Elle s'intéresse à différents aspects d'économie de la santé, dans les pays développés et en développement : mesure des inégalités de santé, évolution du gradient revenu/santé au fil de la vie en France et au Royaume-Uni, rôle de l'influence sociale pour expliquer le surpoids aux États-Unis, impact des politiques de lutte contre le paludisme en Afrique sub-saharienne. Elle a obtenu le prix jeunes chercheurs de l'European Economic Association en 2009. Bénédicte Apouey, recrutée en partenariat avec le CNRS, a rejoint PSE en décembre 2012.

Rachid LAAJAJ

Titulaire d'un master en économie du développement du CERDI (Centre d'Études et de Recherches en Développement International), Rachid Laajaj a travaillé pendant deux années à l'Independent Evaluation Group de la Banque Mondiale avant d'entamer un PhD en « Agricultural and Applied Economics » à l'université de Wisconsin Madison – doctorat acquis en 2012. Il a ensuite rejoint PSE dans le cadre d'un recrutement post-doctoral d'une durée de trois ans en partenariat avec l'INRA. Ses recherches portent principalement sur l'adoption des technologies agricoles dans les pays en développement, mais aussi sur des questions d'aspirations et de préférences endogènes ainsi que les questions de gouvernance.

Elena STANCANELLI

Chercheur au CNRS depuis 2005, Elena Stancanelli a rejoint PSE en septembre 2012 en partenariat avec l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne (CES). Ses recherches portent sur les ménages, les genres et les retraites. Elle a obtenu son doctorat en 1994 à Florence (EUIF) et son HdR (Habilitation à diriger des recherches) en 2007 à l'université Paris 1. Elle est chercheur affiliée à IZA et est éditrice associée de la revue *Economics of the Household*.

Vassili VERGOPOULOS

Après ses études à l'ENS Cachan et à l'ENSAE – et une formation initiale à l'université Paris 7 Denis Diderot, Vassili Vergopoulos a obtenu son doctorat *Essais sur le choix dynamique nonconséquentialiste sous ambiguïté* à l'université Toulouse 1 Capitole en décembre 2010. Enseignant à Toulouse puis à l'université de Cergy Pontoise, il a depuis rejoint PSE en partenariat avec l'université Paris 1 (CES). Ses thèmes de recherche portent sur l'économie mathématique et notamment sur les questions de modélisation des comportements et croyances d'agents économiques en environnement incertain et dynamique.

Agnès GRAMAIN

Ancienne élève de l'ENSAE, elle a soutenue sa thèse en 1998 à l'université de Toulouse III, sous la direction de J. Pous et J-P. Florens. Enseignante à l'université Paris-Dauphine, Agnès Gramain a rejoint l'université Nancy 2 en 2008. Ses travaux concernent principalement la dimension micro-économique de la prise en charge des personnes âgées dépendantes ; souvent conduits avec des chercheurs d'autres disciplines (gériatrie, sociologie, droit, histoire), ils portent sur l'implication des proches dans la prise en charge quotidienne, l'articulation entre proches et professionnels de l'aide à domicile, et plus récemment sur l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine. Recrutée en partenariat avec l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne (CES), elle a rejoint PSE-École d'économie de Paris en septembre 2012.

David MARGOLIS

Étudiant puis doctorant à Cornell University, David Margolis a séjourné pour la première fois à Paris en 1991. Chargé de recherche au CNRS depuis 1996 – aujourd'hui directeur de recherche affilié au CES – il a été enseignant à l'université de Montréal de 1994 à 1997. Il a ensuite rejoint l'université Paris 1, en étant également affilié à l'IZA et au CREST. Détaché durant trois années à la Réserve Fédérale américaine et à la Banque Mondiale, il a rejoint PSE (en partenariat avec l'université Paris 1) en juillet 2012 ; il s'était fortement impliqué dans PSE dès sa création via ses recherches, enseignements, supervisions d'étudiants ou encore organisations de séminaires. Ses travaux, en microéconomie, portent principalement sur le marché du travail, mais également sur l'organisation industrielle, la finance et le développement.

Oliver VANDEN EYNDE

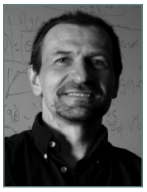
Oliver Vanden Eynde a obtenu son doctorat en économie à la London School of Economics en 2012, après un master en économie à l'université KULeuven. Il s'intéresse à l'économie politique des pays en voie de développement, et a des projets sur les tactiques des rebelles Maoistes en Inde, sur les effets économiques du recrutement militaire en Inde pendant la première guerre mondiale, et sur la conception optimale d'institutions civilo-militaires. En 2011, deux de ses papiers ont été récompensés par un prix international, l'un remis par la Banque du Portugal, l'autre par l'Economic History Society. Il a rejoint PSE en tant qu'Assistant professor en septembre 2012.

Liam WREN-LEWIS

Après l'obtention de son doctorat *Regulation of Utilities in Developing Countries* en 2010 à l'université d'Oxford, Liam Wren-Lewis a travaillé durant deux années comme économiste au Ministère des Finances et du Développement au Malawi. Il était, en parallèle, chercheur affilié à ECARES au sein de l'Université Libre de Bruxelles et consultant pour l'IFS à Londres ; en 2006 et 2007, il travailla également à l'OCDE et à la Banque Mondiale. En novembre 2012, il a rejoint PSE-École d'économie de Paris en partenariat avec l'INRA. Ses recherches portent notamment sur les problématiques de développement, de régulation, de corruption et d'inégalités.

RENCONTRE AVEC…

Coup de projecteur sur la théorie des incitations



David Martimort
Chaire associée à PSE, directeur d'études EHESS

« Les résultats les plus solides de notre corpus théorique sont remis en question dans un monde où l'information » est incomplète.

Pouvez-vous nous présenter en quelques mots la théorie des incitations ?

David Martimort Commençons par un détour à la fois historique et théorique. Tout un chacun, économiste ou non, a entendu parler de la théorie des « avantages comparatifs » chère à Ricardo, Ohlin ou Samuelson : la spécialisation permet d'accroître l'espace des possibles entre partenaires de l'échange, et de justifier ainsi que chacun en retire quelques gains. Un exemple bien connu dû à Samuelson précise qu'un avocat peut être plus efficace que sa secrétaire pour rédiger un courrier, mais il semble préférable qu'il lui délègue cette tâche et se concentre sur l'étude de ses propres dossiers. De meilleures plaidoiries, c'est autant de profits supplémentaires qui peuvent être ensuite reversés sous forme de salaires à la secrétaire ! Cette théorie fondatrice offre une justification « microéconomique » à l'existence même d'une économie d'échanges. Ses applications couvrent un vaste champ. L'explication de la séparation entre propriété et contrôle au sein de l'entreprise capitaliste et la théorie du « libre-échange » appliquée aux échanges internationaux en sont sans aucun doute les exemples les plus marquants.

Bien que remarquable, cette théorie reste incomplète : Ricardo n'avait pas saisi que la spécialisation s'accompagne inéluctablement d'un problème de contrôle – une difficulté qu'Adam Smith avait quant à lui bien comprise. Une secrétaire spécialisée est bien sûr plus productive, mais elle accède ainsi à des informations privilégiées : en premier lieu le niveau exact des efforts nécessaires à l'accomplissement de sa tâche. L'avocat doit alors se résoudre à structurer ses rémunérations de manière incitative pour atténuer ce problème de contrôle. Délégation rime donc avec surcoûts. Ces « coûts d'agence » doivent être minimisés par des choix organisationnels appropriés : la théorie des incitations s'attache à explorer les implications de ces choix…

Est-on entré, grâce à ce paradigme, dans une nouvelle ère de la science économique ?

D.M. Une des principales révolutions de la pensée économique de ces trente dernières années est précisément la formalisation d'un paradigme permettant l'évaluation précise de ces coûts d'agence, et leur comparaison entre structures organisationnelles. Les implications sont remarquables : pour Myerson et Sattherwaite par exemple, l'échange élémentaire entre un acheteur et un vendeur peut – sous certaines conditions informationnelles – ne plus être efficace. La juxtaposition de ce résultat avec la théorie des avantages comparatifs souligne à quel point les résultats les plus solides de notre corpus théorique sont remis en question dans un monde où l'information est incomplète.

Equipé d'un certain « scepticisme » méthodologique, le théoricien des incitations évolue dans un champ de la science économique radicalement nouveau. La théorie des incitations s'applique alors avec un égal succès pour expliquer les contours et l'organisation interne des firmes, ou pour mieux appréhender l'intervention publique dans des environnements complexes (information limitée, manipulations possibles, confrontations d'intérêts…). C'est dans ce dernier domaine que j'effectue l'essentiel de mes travaux et enseignements.

…en vous intéressant notamment aux « limites de l'État » et aux partenariats public-privé (PPP) ?

D.M. Quels coûts ou quels avantages représentent l'internalisation ou la délégation au privé de certains services collectifs (transports, eau, déchets, etc…) ? Les PPP sont souvent critiqués : risque de corruption, investissements « hors bilan » etc. Pourtant, au-delà des postures idéologiques, ces formes de contrats où le secteur privé conçoit et gère de grands projets d'infrastructures sont - sous certaines conditions - optimales. Mais l'analyse théorique ne permet pas toujours de conclure sans ambiguïté quant aux formes de délégation optimales. Grâce à la collaboration de collègues économètres, j'ai pu introduire dans certains de mes travaux une composante empirique significative pour remédier à ces difficultés ; une confrontation avec les données riches d'enseignements quand il s'agit de réorienter les préoccupations théoriques vers les effets de premier ordre. A titre d'exemple, nous avons pu ainsi évaluer le coût des renégociations contractuelles entre municipalités et opérateurs de transports et la manière dont ces coûts sont distribués entre consommateurs et opérateurs.

Plus récemment, je me suis intéressé aux problèmes de gouvernance globale, notamment dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Nous montrons comment l'hétérogénéité des bénéfices d'une politique de lutte contre le réchauffement climatique, les difficultés dans la mise en œuvre des accords environnementaux entre pays souverains et la capacité d'engagement limitée de ces acteurs rendent inopérantes les solutions incitatives traditionnelles du type « marché de droits ». Nous proposons ensuite des mécanismes de contributions volontaires assez simples permettant de surmonter ces difficultés et de rétablir les incitations des acteurs. Reste à les mettre en œuvre en pratique….

La théorie des incitations semble donc de première importance, mais est-elle bien comprise ?

D.M. C'est une question centrale, et il faudrait se pencher sur la manière dont on enseigne l'économie, notamment à partir de la licence. Les ouvrages de références écrits par nos collègues anglo-saxons aussi talentueux soient-ils, trahissent un conformisme aussi fascinant qu'inquiétant, et ce dès le sommaire ! Remplaçons l'analyse systématique des vertus du marché par une vision plus complète des différentes institutions (marché, firmes, état), de leurs succès et échecs à résoudre les problèmes d'incitations des acteurs. Seule une telle perspective serait à même d'incorporer les considérations culturelles et institutionnelles qui mettent en échec les recettes « clefs-en-main ».

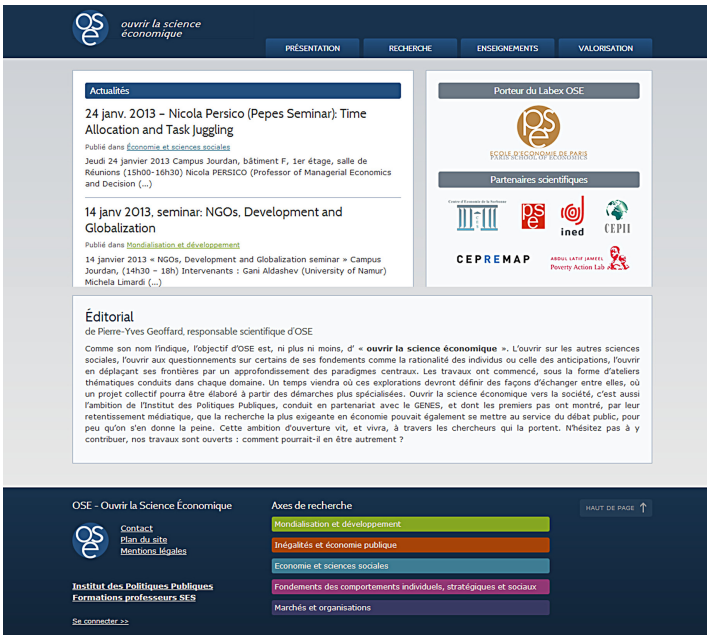
La meilleure illustration de ce propos est certainement offerte par les succès pour le moins mitigés du fameux Consensus de Washington : un ensemble de recettes prêt à l'emploi et censé favoriser l'émergence d'une économie de marché dans les pays en développement, en ajustant les incitations des acteurs. L'expérience confirme que ces recettes ne peuvent sans doute pas être appliquées avec le même succès dans tous les environnements institutionnels, sociologiques et culturels. « Context matters… » : c'est ce relativisme que nous enseigne aussi la théorie des incitations.

FOCUS

Où en est OSE – Ouvrir la Science Économique ?

L'année 2012 a été marquée par le démarrage opérationnel d'un des projets phare coordonné par PSE : le laboratoire d'excellence Ouvrir la Science Économique. Dès le premier trimestre, les instances de gouvernance étaient en place – comité de pilotage en tête – et les responsables des cinq DT (pour Direction Thématique) nommés ; les premiers ateliers ont alors été programmés au printemps 2012, se structurant et se généralisant surtout à partir de la rentrée de septembre. Groupe de travail en économie théorique, conférence sur l'agriculture en Afrique sub-saharienne, journée de débat entre chercheurs affiliés, atelier sur l'organisation des soins hospitaliers, rencontres sur les échanges numériques ou encore les processus de décisions collectives : dès les premiers mois, une grande diversité a caractérisé les pistes explorées par les membres d'OSE et par leurs invités, une dizaine depuis mi-2012. De plus, OSE a favorisé le recrutement d'un assistant professeur, Oliver Vanden Eynde, jeune chercheur en développement et politiques économiques.

En 2012, le Labex a également soutenu le lancement de l'Institut des Politiques Publiques (IPP), dirigé par Antoine Bozio. L'IPP, qui s'inscrit dans un partenariat scientifique étroit entre PSE et le CREST, devra relever deux défis : rassembler des chercheurs dédiés à l'analyse des politiques publiques pour produire des « travaux universitaires à forte valeur ajoutée » ; prendre part au débat public « au moyen d'évaluations indépendantes, rigoureuses et accessibles au plus grand nombre ». Ses premiers pas ont eu un retentissement médiatique remarqué, et de nombreux projets ont démarré à l'automne 2012 en lien avec divers partenaires (impact du CIR, étude sur les cotisations sociales, évaluation des programmes de réussite éducative...).



Courant décembre, OSE s'est doté de son portail Internet , **www.opening-economics.com** que nous vous invitons à parcourir sans modération !

PARTENAIRES

L'Institut de Recherche pour le Développement

Depuis plus de 60 ans, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) mène des activités de recherche, d'expertise, de valorisation et de formation afin de contribuer au développement économique, social et culturel à travers le monde. Cet EPST (Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique) compte près de 900 chercheurs, 1000 ingénieurs et techniciens et 350 personnels locaux qui interviennent actuellement dans une cinquantaine de pays du Sud -au sein de nombreux programmes nationaux, européens et internationaux, et dans un grand nombre de disciplines scientifiques : climatologie, épidémiologie, anthropologie, économie, etc.

Depuis 2010, l'Institut siège au Conseil d'administration de PSE-École d'économie de Paris en qualité de partenaire scientifique. Laurent Vidal, directeur du département Sociétés, représente l'IRD au sein de ce Conseil.

L'engagement opérationnel de l'IRD auprès de PSE se concentre sur le programme d'enseignement Politiques Publiques et Développement (PPD). L'Institut soutient PPD depuis sa création en 2008 à travers une contribution financière et la participation de plusieurs de ses chercheurs : Denis Cogneau, directeur de recherche à l'IRD, est enseignant-chercheur associé à PSE et le nouveau directeur du master ; Flore Gubert, directrice de l'UMR DIAL (IRD - Université Dauphine), est chercheur affilée à PSE et membre de son conseil pédagogique. Tous deux assurent également un cours dans le master, ainsi que trois autres chercheurs de l'IRD : Lisa Chauvet, Sandrine Mesplé-Somps, Anne-Sophie Robilliard. En renforçant les liens entre les deux institutions, ce partenariat a permis d'ouvrir d'autres formes de collaboration. Ainsi, les cinq enseignants de PPD participent également aux activités du G-MonD.

Mais encore, le projet Afristory d'étude de l'histoire économique africaine sur un siècle et demi (1850-2000), coordonné par Denis Cogneau avec la collaboration de Sandrine Mesplé-Somps, associe directement PSE et l'IRD dans une recherche quadriennale (2011-2015) particulièrement ambitieuse, mobilisant pour la première fois une collecte de grande ampleur dans les archives françaises et britanniques.